



**LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME
MET LA REVOLUTION A L'ORDRE DU JOUR**

Une crise économique et financière sans précédent

La crise économique, financière et bancaire du capitalisme s'approfondit et s'accélère de jour en jour : croissance en berne aux USA comme en Europe, hausse du chômage, austérité, menaces de krach... Longtemps différée à coups de crédit, d'endettement, de planche à billets et de mille et un autres expédients, la crise balaye désormais les digues les unes après les autres. Aucune bourgeoisie, aucun gouvernement, aucune réunion internationale ne parvient à l'arrêter.

Le renflouement public des banques et des entreprises en 2008-2009 a conduit à l'explosion des dettes publiques, les plans de relance pris en Europe, aux USA, en Chine...se sont perdus dans les sables, les plans d'austérité qui les ont suivis et se succèdent désormais amènent à une plus grande récession, rien n'arrête la marche à la dislocation. Au contraire, chaque mesure prise pour tenter d'enrayer la dégringolade se transforme en un facteur supplémentaire de crise. C'est tout le système capitaliste mondial qui court à une catastrophe économique sans précédent.

L'Europe en particulier, attelage de bourgeoisies concurrentes rendu plus instable par la crise, se déchire. La faillite de la Grèce, les menaces sur l'Italie, l'Espagne, le Portugal..., asphyxiés par la récession d'un côté et la hausse des taux d'intérêts sur leur dette publique de l'autre côté, mettent à nouveau les banques européennes au bord du gouffre. A peine moins chancelante, la bourgeoisie française, dont les banques sont particulièrement exposées, essaye de mutualiser les pertes sur le Fonds européen de solidarité financière tandis que l'Allemagne n'entend pas verser un euro pour lui venir en aide. Le mythe d'une économie européenne unifiée s'écroule, les plus forts dictent leurs conditions aux plus faibles, mais tous sont inexorablement entraînés dans la chute.

...aux conséquences de plus en plus dures

De la Grèce à l'Espagne, de la Grande-Bretagne à l'Italie, partout, des plans d'austérité frappent les salariés, jeunes, chômeurs etc. En Grèce, après de multiples attaques contre les travailleurs sur les retraites, les salaires, 30 000 fonctionnaires viennent d'être mis en chômage technique, avec une baisse de salaire de 40%, avant d'en licencier 100 000 en 2012. En Grande-Bretagne, le Premier Ministre annonce la suppression de 300 000 postes de fonctionnaires, en Italie hausse de la TVA et report de l'âge légal pour le départ en retraite des femmes tandis que le patron de Fiat fait sortir son entreprise du système des conventions collectives. Le sidérurgiste Arcelor Mittal, après la fermeture du dernier haut fourneau de Florange en Moselle vient de confirmer celle des hauts fourneaux de Liège, déclarant que : « *les sites ne sont plus rentables dans un contexte de surcapacités dues au ralentissement de la demande en Europe.* » Le patron de Peugeot annonce quant à lui des « *temps plus difficiles* » en prévoyant une chute des ventes. L'Allemagne elle-même s'attend à un PIB négatif pour le dernier trimestre 2011 et une croissance quasi-nulle pour 2012.

Le capitalisme ne sortira pas de cette crise comme il a pu sortir, même si ce n'était que temporairement, des crises précédentes des vingt ou trente dernières années. Les limites du système sont atteintes et dépassées. Une régression phénoménale est à l'ordre du jour si la classe ouvrière et la jeunesse ne parviennent à y mettre un terme. Mais comment faire ?

Comment se battre ?

Partout dans le monde, la classe ouvrière, la jeunesse et plus largement la majorité de la population entraînée dans une misère grandissante tente de résister, des USA à la Grèce ou à la Bolivie. En Tunisie et en Egypte, les masses, dans un puissant et courageux mouvement révolutionnaire, sont même parvenues à chasser les dictateurs. Mais sur quel axe se mobiliser, sur quel programme et comment se battre ? En Grande Bretagne c'est à Cameron et au gouvernement des Conservateurs que les masses doivent faire face, en France c'est à Sarkozy et l'UMP, mais en Grèce ou en Espagne, ce sont le PASOK et le PSOE qui appliquent sans faillir la pire austérité. En Tunisie et en Egypte, les gouvernements censés installer la démocratie manœuvrent en réalité pied à pied pour faire triompher la réaction sans qu'aucune revendication ne soit satisfaite. N'y aurait-il d'autre solution que les sacrifices imposés, quelle que soit la couleur du gouvernement ?

Quand elles cherchent à se battre, comme en Grèce aujourd'hui, comme en France au moment de la bataille sur les retraites, les masses se heurtent aux appareils syndicaux qui refusent d'organiser la mobilisation unie pour chasser le gouvernement et multiplient les journées d'action sans perspective. Quand un mouvement révolutionnaire comme en Tunisie et en Egypte pose directement la question de qui doit gouverner la société, les partis et organisations qui organisent la classe ouvrière, la jeunesse et les masses déshéritées refusent de combattre ouvertement pour installer un gouvernement ouvrier et paysan, remettant le sort de la révolution dans les mains de la bourgeoisie. Les mouvements des Indignés, nés en Europe en réaction à la compromission irrémédiable des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier et aux

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

USA de l'absence même de tout parti ouvrier, ne font que revendiquer une plus grande démocratie tout en reprenant la politique des partis réformistes qui critiquent les « excès » du capitalisme.

Réformisme ou communisme ?

Tous les partis réformistes, et leurs avatars qui se réclament de la révolution, mais pour les jours de fêtes seulement, du PS au Parti de Gauche, expliquent que la crise n'est due qu'aux excès du capitalisme : c'est la faute des financiers et des spéculateurs, la faute des agences de notation, la faute à la dérégulation des marchés. Un peu plus de moralité, quelques bonnes lois, un meilleur partage des richesses suffiraient donc à remettre de l'ordre. Mais la spéculation débridée qui va de bulle en bulle n'est pas la cause de la crise du capitalisme, c'est au contraire une de ses conséquences. C'est le système capitaliste tout entier qui génère la spéculation en accumulant sans cesse plus de capital qui ne trouve plus à s'investir dans la production avec des conditions de rentabilité satisfaisantes. C'est le système capitaliste tout entier qui entraîne la surproduction d'un côté et la misère de l'autre côté. C'est le système capitaliste tout entier qui exige de se payer sur la bête alors que le taux de profit diminue. Dès lors que ces partis refusent de s'attaquer réellement au capitalisme, ils se couchent devant la nécessité de défendre leur bourgeoisie quand ils sont aux commandes et proposent, quand ils sont dans l'opposition, des solutions de replâtrage diverses dont le point commun est d'être totalement inopérant face à la crise et l'objectif partagé est de détourner les masses du combat pour en finir avec le capitalisme.

Les partis réformistes affirment vouloir « *mettre les banques au pas* », en faisant une place aux représentants de l'Etat dans leurs conseils d'administration. Mais cela ne prépare nullement le contrôle des banques, mais au contraire l'adossement des créances douteuses sur les fonds publics. **Expropriation des banques, ouverture des livres de comptes, mise en place d'une banque unique totalement sous contrôle du gouvernement ouvrier, voilà le programme qu'il faut mettre en œuvre.** Alors que les partis réformistes traditionnels entendent rembourser les dettes publiques, on entend souvent à leur gauche la revendication d'annulation de la dette. Evidemment les travailleurs ne sont en rien responsables de la crise du capitalisme et des dettes publiques contractées pour sa survie. Mais l'annulation de la dette publique sans l'expropriation des banques et le contrôle ouvrier sur tous les capitaux est impossible, sauf à se ranger derrière sa propre bourgeoisie pour tenter d'imputer à d'autres le financement des dettes.

Les partis réformistes proposent de taxer les revenus du capital et de dégager ainsi des dizaines de milliards pour promouvoir une politique plus favorable aux salariés, aux investissements etc. Mais de quoi parle-t-on ? Des revenus boursiers ? Mais quand la crise frappe, les faramineux revenus boursiers fondent justement comme neige au soleil, car il s'agit pour l'essentiel de capital fictif qui n'existe et ne s'accroît que tant que les bulles spéculatives montent. De surcroît, comme il n'est pas question d'exproprier les détenteurs de capitaux, les spéculateurs de tout poil se réfugieront sur d'autres places financières plus accueillantes. S'agit-il alors de taxer les profits des entreprises ? Vous n'y pensez pas, ce serait contrevenir à la sacro-sainte compétitivité, alourdir les charges et mettre ainsi peut-être en péril des emplois. A partir du moment où on l'accepte, la loi du profit capitaliste a une logique implacable. Dès lors, ces milliards que les réformistes disent pouvoir trouver en taxant le capital font penser à Perrette et le pot au lait. **Expropriation des grandes entreprises, mise en place d'un plan de production en fonction des besoins de la société et non plus des profits, voilà le programme qu'il faut mettre en œuvre.**

Certains mêmes dans les partis réformistes n'hésitent pas à défendre le protectionnisme, prétendant ainsi protéger les emplois de la concurrence « déloyale » des autres capitalistes exploitant ailleurs la main d'œuvre à moindre coût. Mais le protectionnisme ne fera qu'appeler le protectionnisme, hérissant partout des barrières commerciales et douanières et précipitant encore plus vite la dislocation des échanges et la récession. En réalité, le protectionnisme, non seulement est illusoire, mais c'est l'argument d'une bourgeoisie affaiblie et aux abois qui ne voit d'autre solution que de tenter de faire l'union nationale contre l'étranger. **La défense des emplois exige au contraire l'interdiction de tous les licenciements, et pas seulement les licenciements « boursiers ». Impossible, diront les capitalistes, l'usine n'est plus rentable, nous perdons de l'argent...Raison de plus pour exproprier l'entreprise et en confier la gestion aux travailleurs.**

Les partis réformistes militent bien entendu pour une coopération internationale qui corrige les « excès » du capitalisme, interdise la concurrence déloyale et règle harmonieusement les problèmes à l'échelle de la planète. Mais c'est du vent ! La crise du capitalisme va au contraire aiguïser la concurrence entre les principales bourgeoisies, attiser les menées impérialistes, précipiter les affrontements entre elles. **Seule la lutte pour le socialisme mondial peut amener la coopération entre les peuples et permettre à l'humanité de répondre aux gigantesques défis qui lui sont posés.**

Plus que jamais, la crise mondiale du capitalisme impose de construire une Internationale Ouvrière Révolutionnaire, des Partis Ouvriers Révolutionnaires dans chaque pays, pour ouvrir la voie au renversement de la bourgeoisie, aux gouvernements des travailleurs, au socialisme.

En France, les appareils syndicaux ont réussi, en 2009 contre les mesures d'austérité de Sarkozy, puis en 2010 sur les retraites, à empêcher que ne déferle la grève générale qui pouvait emporter le gouvernement. Bien que considérablement affaiblis, pris dans les affaires, minoritaires même au Sénat, Sarkozy et son gouvernement n'en continuent pas moins, protégés qu'ils sont par les dirigeants syndicaux. Le tract intersyndical de la dernière journée d'action du 11 octobre demandant aux salariés « *d'intervenir pour peser sur le gouvernement, le patronat et les débats parlementaires en cours et à venir* » suffit à le montrer. Dans ces conditions, de nombreux travailleurs et jeunes, même sans grande illusion sur Hollande et son programme, tenteront d'utiliser les présidentielles et le bulletin de vote pour se débarrasser de Sarkozy. Si Sarkozy était battu, cela ne pourra être qu'un encouragement au combat révolutionnaire des masses pour imposer leur propre gouvernement, un gouvernement ouvrier qui s'attaque réellement au capitalisme.